



# Avantages

ISOLEMENT AU TRAVAIL

## CONNECTÉS, MAIS SEULS

AVANTAGES.CA

Avril 2024

**PLUS**

Actifs réels:  
voir venir la tempête

p. 6

Le système de retraite,  
cet éternel incompris

p. 22



# 2024 VANCOUVER BENEFITS

Summit

Benefits  
CANADA

Benefits Canada a le plaisir de présenter le Vancouver Benefits Summit, conçu pour les employeurs, les consultants et les conseillers de Colombie-Britannique. Cette conférence proposera des solutions concrètes aux employeurs qui cherchent à mettre en place une approche holistique pour soutenir la santé de leurs employés en ces temps incertains.

23 mai 2024

MARRIOTT PINNACLE  
DOWNTOWN  
VANCOUVER, C.-B.

Cet événement est présenté  
en anglais

# INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

Commandité par :

**dexcom**



**IA**  
Financial Group



 **Sun Life**

POUR PLUS D'INFORMATION, VISITEZ  
[benefitscanada.com](https://benefitscanada.com)

POSSIBILITÉS DE COMMANDITES  
Francesca Allman  
[francesca.allman@contexgroup.ca](mailto:francesca.allman@contexgroup.ca)

INFORMATIONS SUR LE PROGRAMME  
Jada Lowe  
[jada.lowe@contexgroup.ca](mailto:jada.lowe@contexgroup.ca)

## RÉDACTION

Rédacteur en chef Pierre-Luc Trudel  
514 392-2009 poste 170 pierre-luc.trudel@groupecontex.ca

Révisseur Caroline Fortin

## VENTES

Éditrice Alison Webb  
416 804-0186 alison.webb@contexgroup.ca

Directrice des ventes Francesca Allman  
francesca.allman@contexgroup.ca

Directeur, développement des affaires Robert Martins  
robert.martins@contexgroup.ca

## PRODUCTION

Responsable de l'infographie Louis-Philippe Larocque

## ABONNEMENTS

Pour s'abonner bit.ly/319RpnB

Pour toute question 1 800 361-7215  
benefitscanada@kckglobal.com

## GROUPE CONTEX

Président Pierre Marcoux

Contrôleur Jean-Sébastien Haché

Lancé en 1989, *Avantages* est publié 6 fois par an par Groupe Contex Inc.

355, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 501  
Montréal (Québec) H3B 1A5  
Téléphone : 514 392-2009

Prix d'abonnement :  
Canada 108 \$/an. Prix d'un exemplaire : 19 \$.  
Imprimé au Canada.

Il nous arrive de communiquer nos listes d'abonnés à des entreprises de bonne réputation dont les produits ou services sont susceptibles de vous intéresser. Toutefois, si vous préférez que nous ne communiquions pas votre nom et adresse (postale ou courriel), faites-le savoir par écrit au service d'abonnement. Vous pouvez consulter notre politique de confidentialité complète au [avantages.ca/politique-confidentialite](http://avantages.ca/politique-confidentialite)

*Avantages* reçoit régulièrement des commentaires et des documents (y compris des lettres à l'éditeur) non sollicités. *Avantages*, ses sociétés affiliées et cessionnaires peuvent utiliser, reproduire, publier, rééditer, distribuer, garder et archiver ces soumissions en tout ou en partie sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, sans aucune rémunération de quelque nature que ce soit.

*Avantages* peut publier certaines informations relatives à différents domaines professionnels tels que (non exhaustif) : le droit, la comptabilité, la planification financière, la philanthropie et d'autres questions connexes (« information professionnelle »). L'information professionnelle publiée ne doit pas être interprétée comme étant des conseils professionnels et ne remplace pas l'opinion d'un professionnel qualifié.

CONVENTION DU SERVICE POSTE-PUBLICATIONS N° 43 697 050.

N° ISSN 1196-8915. ©2024 Tous droits réservés.

## RUBRIQUES

**4** EN BREF

**5** DÉCHIFFRAGE  
Gestion des risques

**20** ACTIF SOUS  
GESTION  
Revenu fixe

# 13

## Connectés, mais seuls

Véritable phénomène social, l'isolement quette de nombreux travailleurs, qu'ils soient en ligne ou au bureau. Les employeurs devront tout mettre en œuvre pour déjouer cette carence relationnelle.

### **6** VOIR VENIR LA TEMPÊTE

Les caisses de retraite canadiennes sont friandes des investissements en immobilier et en infrastructures, des catégories d'actifs fortement exposées au risque climatique. En sont-elles suffisamment conscientes ?

### **11** TROP, C'EST COMME PAS ASSEZ

Malgré leurs innombrables bénéfices, les médicaments peuvent devenir néfastes lorsque consommés en trop grande quantité ou de manière inappropriée. Sans parler des considérations financières.

### **17** PALMARÈS DES FOURNISSEURS D'ASSURANCE COLLECTIVE

### **22** LE SYSTÈME DE RETRAITE, CET ÉTERNEL INCOMPRIS

Le niveau de littératie financière des Canadiens est si faible qu'il leur est difficile d'évoluer avec confiance dans un environnement économique de plus en plus complexe. Le défi est d'autant plus grand pour les participants aux régimes CD.

## Que se passe-t-il dans le monde des avantages sociaux ?

### À l'international



Les assemblées d'actionnaires virtuelles ont été bien pratiques durant la pandémie, mais elles ont fait leur temps, estime un regroupement de caisses de retraite suédoises. Elles réclament des sociétés inscrites en Bourse qu'elles recommencent à tenir ces réunions en personne ou en format hybride, rapporte *Investment & Pensions Europe*. AP4, l'une des plus grandes caisses de retraite du pays, juge que «les assemblées générales entièrement numériques nuisent à la capacité des actionnaires à faire entendre leur voix et mettent en péril leur capacité à exercer leur droit de vote». L'an dernier, des caisses de retraite suisses se sont également opposées à une proposition de la société pharmaceutique Novartis visant à ajouter à ses statuts la possibilité d'organiser des assemblées générales entièrement virtuelles, jugeant que cela mènerait à une détérioration des droits des actionnaires. Plus près de nous, des actionnaires de Metro ont demandé à l'épicier de tenir son assemblée en format hybride l'année prochaine, après que celle de janvier dernier se fut déroulée uniquement en ligne.

### Les plus lus sur avantages.ca



- 1 **Pharmacie privilégiée: Manuvie revient sur sa décision**
- 2 **Le télétravail poursuit son recul**
- 3 **La santé mentale des travailleurs touche un creux**
- 4 **Vers un décaissement bien ordonné**
- 5 **Un rebond de l'inflation en 2024 ?**

### Pas tombé dans l'oreille d'un sourd

« De nombreux signes indiquent que, dans quelques années, nous nous souviendrons d'aujourd'hui comme du début d'une renaissance des régimes à prestations déterminées. L'avenir nous dira si davantage d'employeurs ont inscrit ces régimes sur leur liste de résolutions pour 2024. »

– Dan Doonan,  
chef de la direction du National Institute on Retirement Security, aux États-Unis, dans les pages de *Forbes*

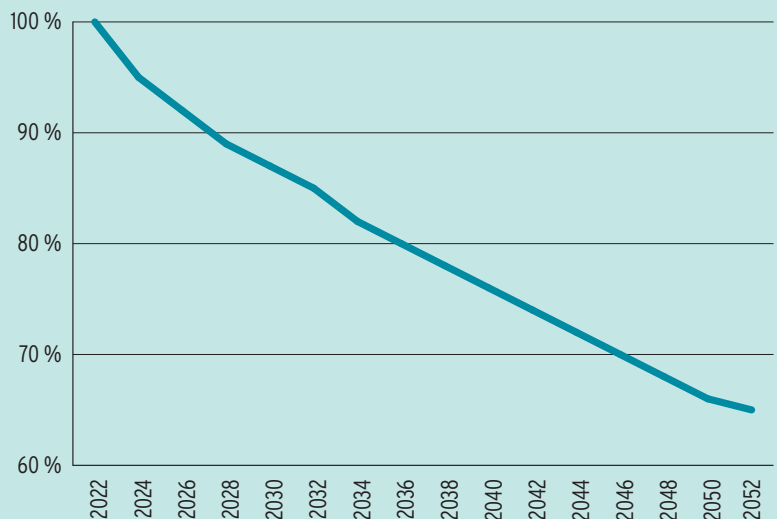
### Fallait y penser !

On dit souvent que l'habit ne fait pas le moine, mais en milieu de travail, les gens sont souvent jugés selon leur façon de s'habiller, en particulier les femmes. Pour le démontrer, des animateurs de la chaîne Global News, hommes et femmes, ont tenté une petite expérience: ils ont porté les mêmes vêtements pendant toute une semaine. Résultat? La station a été inondée de messages de téléspectateurs au sujet du choix vestimentaire des présentatrices... mais pas un seul ne concernait leurs collègues masculins. «La tenue vestimentaire est un élément de ce qui constitue un double standard autour de la manière dont les femmes sont jugées sur leur jeunesse et leur attractivité, alors que les hommes ont tendance à être jugés davantage sur la compétence perçue», a commenté Kendra Strauss, directrice du Labour Studies Program à l'Université Simon Fraser dans *Canadian HR Reporter*. Et ce biais n'existe pas que chez les hommes: la majorité des courriels que la station de télévision a reçus provenait... de femmes.



### Une image vaut mille mots

ESTIMATION DE L'ÉVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS DU RREGOP AU FIL DES ANNÉES (pour une retraite prise en 2022)



Source: Observatoire de la retraite



**PIERRE-LUC TRUDEL**

Rédacteur en chef

## Risques partagés

**S**avoir naviguer habilement à travers les risques est aux fondements de la gestion des régimes de retraite et d'avantages sociaux. Mais la nature de ces risques évolue au fil du temps, et la dernière édition du Rapport sur les risques mondiaux du Forum économique mondial (FEM) semble confirmer que les grands défis que l'humanité devra surmonter à l'avenir sont différents de ceux du siècle dernier. Un constat qui s'applique autant à l'ensemble de la société qu'à notre industrie.

Les risques « traditionnels » comme la faible croissance économique, les bulles financières ou le niveau d'endettement ne figurent plus au sommet de la liste des principales craintes des dirigeants économiques mondiaux. Sur un horizon à long terme, rien ne les préoccupe davantage que les enjeux liés aux changements climatiques.

Ces risques sont critiques pour les grands détenteurs d'actif comme les caisses de retraite. Pour s'assurer de remplir leurs obligations à long terme envers leurs bénéficiaires, elles devront négocier avec agilité la transition de leurs portefeuilles vers des actifs à faible émission de carbone moins risqués sur le plan climatique. Le mouvement est d'ailleurs bien enclenché, les investisseurs institutionnels faisant figure de pionniers dans l'intégration des facteurs ESG aux stratégies d'investissement.

Mais les changements climatiques menacent aussi la santé des travailleurs, et les employeurs ont encore un long chemin à parcourir en la matière. On fait ici référence aux risques liés à la santé physique des salariés qui doivent par exemple travailler dans des conditions météorologiques extrêmes, mais aussi aux risques psychologiques qu'entraînent les catastrophes naturelles, notamment le stress considérable causé par les évacuations d'urgence et l'écoanxiété. À mesure que les changements climatiques perturberont la vie d'un nombre toujours plus grand de travailleurs, les employeurs devront trouver des façons de les soutenir.

Que les questions climatiques se hissent en tête de liste des plus grandes menaces pour l'humanité n'est guère étonnant. En revanche, le risque numéro un « à court terme » identifié par le FEM peut surprendre : la désinformation.

Les régimes de retraite et d'avantages sociaux sont des entités complexes qui ont toujours été difficiles à comprendre pour les participants. Le risque de désinformation à leur égard est donc élevé, d'autant plus qu'aujourd'hui les sources d'information, et malheureusement de désinformation, sont quasi infinies.

Combien de fois a-t-on entendu des salariés bénéficiant de régimes à prestations déterminées affirmer qu'ils seraient plus riches à la retraite s'ils pouvaient verser leurs cotisations dans un REER plutôt que dans leur régime d'employeur ? Ces affirmations basées sur de fausses prémisses ont pullulé sur les réseaux sociaux et dans la section des commentaires des médias généralistes l'automne dernier pendant les négociations collectives des employés de l'État québécois.

Même si ces fausses croyances ne sont généralement pas partagées de mauvaise foi, elles portent préjudice aux régimes d'avantages sociaux, et peuvent même menacer leur existence à long terme. Combien d'employeurs voudront maintenir en place ces programmes coûteux si des employés mal informés toujours plus nombreux y voient une arnaque ? Des régimes qui ne sont pas appréciés et valorisés à leur juste valeur perdent beaucoup de leur pertinence. La communication est déjà un défi colossal pour l'industrie, mais elle le deviendra encore plus dans un monde où règne la désinformation.

Un peu dans la même lignée, le FEM estime que la polarisation sociétale constitue un risque majeur à l'échelle mondiale alors que s'amorce la plus grande année électorale de l'histoire.

Notre industrie n'est peut-être pas sur la ligne de front à ce chapitre, mais elle n'est pas complètement à l'abri non plus. Certaines franges de la population, très bruyantes sur les réseaux sociaux, s'opposent par exemple à toutes les initiatives d'équité, de diversité et d'inclusion dans les milieux de travail. Dans l'optique de rendre leurs couvertures plus inclusives, des assureurs ont par exemple entrepris de rembourser certaines dépenses engagées pour la transition de genre.

Si les inquiétudes relatives au fait d'ajouter des couvertures à des régimes déjà sous pression financièrement sont tout à fait légitimes, certains individus s'opposent à la notion de transition de genre pour des motifs purement idéologiques. Pour l'instant, ce genre d'initiative est passé sous le radar des groupes complotistes et des chroniqueurs à tendance populiste, mais il n'en sera peut-être pas toujours ainsi. La polarisation sociale extrême que sont susceptibles d'engendrer de telles modifications aux régimes d'assurance collective constitue un risque supplémentaire avec lequel promoteurs et assureurs devront apprendre à composer.

Le portrait peut sembler sombre, mais en gérant judicieusement, à son échelle, les grands risques qu'elle partage avec l'ensemble de la société, l'industrie de la retraite et des avantages sociaux apportera sa petite contribution à la construction d'un monde plus résilient.



ACTIFS RÉELS

# VOIR VENIR LA TEMPÊTE

PAR JEAN-FRANÇOIS VENNE

***Les caisses de retraite canadiennes misent beaucoup sur les investissements dans les actifs réels, particulièrement en immobilier et en infrastructure, pour diversifier leurs portefeuilles et en diminuer le niveau de risque. Les changements climatiques ébranlent toutefois cette stratégie.***

Certains actifs réels sont très exposés aux risques d'inondations, d'ouragans, d'incendies, de verglas ou encore de chaleur extrême. Selon le Bureau d'assurance du Canada, les pertes financières assurables liées aux événements climatiques catastrophiques au pays représentaient entre 250 et 450 millions de dollars par année entre 1983 et 2008. Depuis, elles sont passées à environ 2 milliards de dollars par année.

« S'ajoutent à cela les pertes non assurables, qui sont de trois ou quatre fois plus élevées et qui concernent généralement des dommages à des infrastructures comme des édifices, des routes et des ponts », ajoute Kathryn Bakos, directrice générale, finance et résilience du Intact Centre on Climate Adaptation, à l'Université de Waterloo.

### **Un manque de vision à long terme**

Les risques climatiques qui menacent les actifs réels se scindent en deux catégories. La première comprend les risques physiques, comme les inondations ou les feux de forêt. « Les risques liés à la transition climatique forment une autre catégorie majeure », précise Shiva Mitra, analyste principale, recherches ESG à Morningstar Sustainability. De nouvelles réglementations sur la consommation d'énergie ou les émissions de gaz à effet de serre (GES) peuvent entre autres affecter les activités ou la valeur d'un actif.

Les caisses de retraite s'efforcent depuis quelques années de mesurer ces menaces. « Cependant, leurs gestionnaires se concentrent beaucoup sur les risques physiques et à court terme, comme l'exposition d'un port à la hausse du niveau de la mer, mais moins sur le danger systémique à long terme que représente l'accumulation des risques climatiques », avance Adam Scott, directeur général de Shift Action, une organisation canadienne qui tente d'amener les caisses de retraite à contribuer positivement à la lutte contre la crise climatique.

Il existe par exemple un danger que certains immeubles commerciaux deviennent très chers ou impossibles à assurer. C'est déjà le cas dans certaines villes de Floride et du Texas, entre autres. « Les régimes de retraite investissent à long terme et doivent se préoccuper de la valeur de leurs actifs dans plus de dix ans, pas seulement des risques physiques à court terme », rappelle Adam Scott.

Les pertes financières assurables liées aux événements météorologiques extrêmes atteignent environ

**2 G\$**

par année au Canada depuis 2008.

Source : Bureau d'assurance du Canada

Selon lui, la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et le Régime de retraite des enseignantes et enseignants de l'Ontario (RREO) ont une longueur d'avance sur les autres grands investisseurs institutionnels pour ce qui est de la compréhension de ces risques à long terme et de leur volonté d'en parler ouvertement. Les deux caisses de retraite font évaluer leurs portefeuilles par des experts externes pour mesurer leur exposition aux risques climatiques et tentent ensuite de la réduire.

Mais Adam Scott relève plusieurs lacunes si on regarde l'ensemble des régimes de retraite, notamment le manque d'expertise sur les risques climatiques dans les conseils d'administration, les comités de placement, les directions et les équipes. Certains semblent même carrément en conflit d'intérêts. Shift Action a par exemple dénoncé la nomination en décembre 2022 de Deborah Stein au conseil du RREO, alors qu'elle siège aussi à celui de quatre entreprises pétrolières et gazières dont les objectifs vont à l'encontre de la stratégie climatique de la caisse de retraite.

« Les gestionnaires se concentrent beaucoup sur les risques physiques et à court terme, comme l'exposition d'un port à la hausse du niveau de la mer, mais moins sur le danger systémique à long terme que représente l'accumulation des risques climatiques. »

– Adam Scott, Shift Action

### Un filtre pour tous les investissements

Environ le quart des investissements de la CDPQ, soit plus de 102 milliards de dollars, se trouvent dans des actifs réels. « Nous prenons les risques climatiques dans cette catégorie d'investissement très au sérieux », affirme le chef, investissement durable de la Caisse, Bertrand Millot. Il y a quatre ans déjà, la CDPQ, Investissements PSP et la British Columbia Investment Management Corporation (BCI) se sont adjoints les services de la firme The Climate Service (acquise depuis par S&P Global) afin de développer un outil d'évaluation de ces risques.

« Cela nous a procuré un instrument assez sophistiqué, qui nous permet d'évaluer sur différents horizons de temps les risques climatiques physiques, sur la base de la localisation géographique de nos actifs, précise Bertrand Millot. C'est crucial, car les actifs réels restent très longtemps dans nos portefeuilles. »

Tous les investissements potentiels de la Caisse sont passés par ce filtre, et une grande partie des actifs déjà en portefeuille ont également été revus.

Plus récemment, la CDPQ a ajouté un autre outil, encore plus fin, pour évaluer précisément les investissements en infrastructure. « Il y a beaucoup d'incertitudes en ce moment du côté des modèles, notamment météorologiques, car en raison des changements climatiques le passé n'est plus garant de l'avenir, poursuit-il. Mieux vaut donc utiliser deux outils qu'un seul. »

« Il y a beaucoup d'incertitudes en ce moment du côté des modèles, notamment météorologiques, car en raison des changements climatiques le passé n'est plus garant de l'avenir. »

– Bertrand Millot, Caisse de dépôt et placement du Québec

La Caisse tente surtout d'identifier les risques les plus pertinents pour un actif. Par exemple, si une tour de bureaux est exposée à une hausse des températures, peut-être que l'unique incidence sera une augmentation du recours à l'air climatisé. Mais une autoroute susceptible d'être inondée ou une usine qui pourrait se retrouver coupée de ses fournisseurs en cas de feux de forêt présentent des dangers bien plus importants.

Jusqu'à maintenant, les évaluations de la Caisse ne l'ont pas amenée à se départir d'actifs, mais l'ont fait reculer devant de potentiels nouveaux investissements. M. Millot cite un barrage qui menaçait de devenir moins profitable au cours des vingt prochaines années compte tenu d'une baisse des précipitations.

Bertrand Millot rappelle que les actifs réels sont très concentrés géographiquement et qu'ils sont souvent des « monoactifs », comme une autoroute ou un immeuble précis. Ces actifs sont donc plus vulnérables aux risques climatiques que de grandes entreprises cotées en Bourse, qui détiennent des établissements dans plusieurs pays ou régions.

### Des risques difficiles à quantifier

Les risques climatiques auxquels s'exposent les actifs réels peuvent découler d'un très grand nombre de facteurs, comme l'emplacement, la composition des occupants d'un immeuble ou encore l'empreinte carbone. Cela les rend plus ardu à évaluer que les actions ou les titres à revenu fixe traditionnels. Il est par ailleurs très difficile d'obtenir des données fiables sur un actif précis.

« Les organisations et les normes de divulgation volontaire des risques climatiques se sont multipliées, ce qui crée de la confusion et un manque de standardisation des données, explique Kathryn Bakos. De plus, ces organisations et normes mettent beaucoup l'accent sur la réduction des émissions de GES et moins sur les risques climatiques physiques. » En conséquence, beaucoup d'entreprises omettent de divulguer des risques physiques susceptibles d'affecter leurs activités.



En raison de la demande grandissante, les bâtiments commerciaux plus résistants aux risques climatiques peuvent générer des revenus de location de

**4 % à 7 %**

plus élevés que le prix du marché.

Source : Intact Centre on Climate Adaptation

Kathryn Bakos croit que les gouvernements doivent établir des normes de divulgation des risques climatiques obligatoires, incluant les risques physiques, pour la simplifier et standardiser les données. Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières impose désormais une procédure de divulgation alignée sur le cadre de la Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD). La création de l'International Sustainability Standards Board (ISSB) vise également à harmoniser ces divulgations.

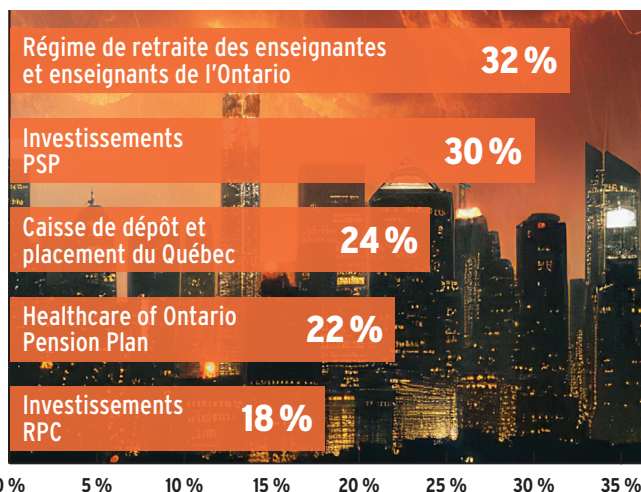
L'Intact Centre on Climate Adaptation a lui-même développé des matrices de risques pour six secteurs industriels, dont la transmission et la distribution d'électricité, l'immobilier commercial, la production d'hydroélectricité et la production d'énergie éolienne. « Pour chacun, nous identifions les risques les

plus critiques, mais aussi les principales mesures qui permettent de les réduire, explique Kathryn Bakos. C'est important pour les investisseurs de savoir si les gestionnaires d'un actif dans lequel ils veulent investir s'efforcent de mitiger ce type de risques. »

« *Les normes de divulgation mettent beaucoup l'accent sur la réduction des émissions de GES et moins sur les risques climatiques physiques.* »

– Kathryn Bakos, Université de Waterloo

**PROPORTION D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILIER ET INFRASTRUCTURE DES CINQ PLUS GRANDES CAISSES DE RETRAITE CANADIENNES**



Source : rapports annuels

De son côté, Sustainalytics offre un outil pour mieux informer les investisseurs au sujet des risques climatiques physiques. Le Physical Climate Risk Metrics couvre 12 millions d'actifs répartis dans 135 secteurs et 235 pays. Il analyse les risques directs et indirects et incorpore la probabilité que huit types de catastrophes affectent l'actif: les inondations côtières, la chaleur extrême, les vents extrêmes, les feux de forêt, le gel-dégel, l'affaissement du sol et les cyclones. « Nous utilisons les données de XDI Systems, une firme spécialisée dans ce genre de prédictions », précise Shiva Mitra.

**Contribuer à la transition**

Les besoins d'adaptation et de résilience face aux changements climatiques génèrent aussi des occasions d'investissements. « À nos yeux, les changements climatiques présentent des occasions pour les entreprises qui favorisent la décarbonation, mais également pour celles qui nous aident à nous adapter à leurs impacts physiques malheureusement inévitables », avance Mike Harut, associé et directeur de l'investissement responsable chez Munro Partners. Cette firme australienne gère trois fonds offerts au Canada par CI Global Asset Management.



Il donne plusieurs exemples. Aux États-Unis, un tiers des investissements en transmission et distribution d'électricité concerne l'adaptation et la résilience. Or, un des fonds de CI possède Quanta Services, une entreprise spécialisée dans les réseaux électriques. Une autre entreprise de leur portefeuille, Core & Main, se spécialise dans l'adaptation des infrastructures d'eau, une priorité pour plusieurs municipalités canadiennes et américaines. Enfin, les températures extrêmes exigent que les gestionnaires d'immeubles acquièrent des systèmes de chauffage, d'air climatisé et de ventilation mieux adaptés, ce qui alimente la croissance d'entreprises comme Comfort Systems.

« Les changements climatiques présentent des occasions pour les entreprises qui favorisent la décarbonation, mais également pour celles qui nous aident à nous adapter à leurs impacts physiques malheureusement inévitables. »

- Mike Harut, Munro Partners

Les régimes de retraite eux-mêmes peuvent participer à l'adaptation des infrastructures aux changements climatiques. « Les caisses de retraite investissent à long terme au nom de différentes parties prenantes, dont les jeunes travailleurs, qui vivront les effets des changements climatiques, rappelle Adam Scott. Ils ont la responsabilité de protéger les investissements de ces participants. »

Pour y arriver, les caisses de retraite ne peuvent pas se contenter d'évaluer les risques climatiques pour choisir des placements plus prudents. Selon Adam Scott, leurs investissements doivent aussi participer activement à la lutte contre les changements climatiques et à l'adaptation au nouvel environnement. « Les décisions de répartition de capital prises aujourd'hui détermineront notre capacité à affronter cette crise et à échapper à ses conséquences négatives. »

#### SI LA TENDANCE SE MAINTIENT...

Le nombre d'événements climatiques catastrophiques pourrait passer d'environ **400** par année en 2015 à **560** d'ici 2030.

Le nombre d'épisodes annuels de sécheresse pourrait augmenter de **30 %** en 2030 par rapport à 2000.

Le nombre d'épisodes annuels de chaleur extrême pourrait être **3x** plus élevé en 2030 par rapport à 2001.

Source : Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes

## MÉDICAMENTS

# TROP, C'EST COMME PAS ASSEZ

PAR PIERRE-LUC TRUDEL

***Malgré leurs innombrables bénéfiques, les médicaments peuvent devenir néfastes lorsque consommés en trop grande quantité ou de manière inappropriée. Le temps est-il venu de songer à la déprescription ?***

« On n'a pas une vision à très long terme de l'utilisation des médicaments au Québec », a déploré la pharmacienne Camille Gagnon lors du Sommet de la santé durable, qui s'est tenu en janvier dernier.

En tant que directrice adjointe du Réseau canadien pour l'usage approprié des médicaments et la déprescription, M<sup>me</sup> Gagnon s'inquiète d'une surutilisation des médicaments dans certains segments de la population, en particulier les personnes âgées.

En effet, la proportion de Québécois de 65 ans et plus consommant quotidiennement cinq médicaments ou plus est passée de 62 % en 2000 à 73 % en 2016, selon l'Institut national de santé publique du Québec. En 2016, 38 % des personnes de ce groupe d'âge prenaient même dix médicaments ou plus par jour.

Or, une surcharge de médicaments peut causer « plus de tort que de bien », affirme Camille Gagnon. De mauvaises interactions médicamenteuses sont entre autres responsables de brouillard mental, de confusion, de troubles de mémoire et de risques accrus de chutes chez les personnes âgées.

Le vieillissement de la population et la prévalence grandissante des maladies chroniques expliquent certes en partie l'augmentation de la consommation de médicaments dans la province, mais Camille Gagnon pointe également le manque de communication entre les professionnels de la santé et une certaine propension à traiter les différents problèmes de santé isolément.

La pharmacienne s'inquiète particulièrement du phénomène de « cascade médicamenteuse » qui se produit lorsque des médicaments sont prescrits pour traiter les effets secondaires d'autres médicaments.

Un cercle vicieux peut aussi s'installer lorsque la prise d'un très grand nombre de médicaments devient difficile à gérer pour les patients et diminue leur adhésion aux traitements prescrits. « En moyenne, seulement 50 % des doses prescrites sont consommées pour les maladies chroniques, note la pharmacienne. Pour compenser, d'autres médicaments sont prescrits. »

### **Des médicaments inappropriés**

Dans certains cas, la prise d'un médicament peut comporter plus de risques que de bénéfices potentiels, et il ne s'agit pas d'un phénomène rare. « Chez les 65 ans et plus, 38 % des hommes et 48 % des femmes prennent un médicament potentiellement inapproprié », précise Camille Gagnon. Il s'agit très souvent de somnifères, d'opioïdes et d'inhibiteurs de la pompe à protons utilisés pour le reflux gastrique, des médicaments pour lesquels les patients ne sont pas toujours informés des risques de dépendance à long terme.

Les conséquences peuvent être graves. On estime que de 6 à 12 % des hospitalisations chez les 65 ans et plus sont causées par les effets indésirables d'un médicament, poursuit la pharmacienne. « On se donne du travail en payant un médicament qui nuit. Pire encore, il arrive qu'on redonne à un patient un médicament qui lui a déjà causé des problèmes en raison d'un mauvais transfert d'information. »



Camille Gagnon rappelle que les médicaments représentent le deuxième plus grand poste de dépense en matière de santé au Canada, avec 13,5% des coûts totaux. Les implications financières de la surutilisation des médicaments sont donc majeures. Une étude publiée dans le *Canadian Medical Association Journal* a estimé à environ deux milliards de dollars par année les coûts associés à l'utilisation des médicaments potentiellement inappropriés et le traitement de leurs effets néfastes au Canada en 2013.

### La solution: la déprescription

Pour réduire le fardeau humain et financier lié à la surconsommation de médicaments, Camille Gagnon juge que les médecins et les pharmaciens devraient être formés à la déprescription, c'est-à-dire un « processus planifié de diminution de dose ou de cessation d'un médicament ».

La pharmacienne indique qu'une revue systématique publiée en 2018 a conclu que les interventions en déprescription sont faisables et sécuritaires pour réduire le nombre de médicaments consommés ainsi que l'exposition aux médicaments potentiellement inappropriés et les coûts qui sont associés aux traitements.

En favorisant une plus grande interdisciplinarité dans le système de santé et en intégrant certains outils technologiques, on peut par exemple éviter de réexposer les patients à des médicaments qui leur ont causé des réactions indésirables par le passé.

« On se donne du travail en payant un médicament qui nuit. Pire encore, il arrive qu'on redonne à un patient un médicament qui lui a déjà causé des problèmes en raison d'un mauvais transfert d'information. »

- Camille Gagnon, Réseau canadien pour l'usage approprié des médicaments

Selon Camille Gagnon, il faut aussi cesser de se tourner systématiquement vers les médicaments pour tenter de résoudre tous les problèmes de santé. La déprescription passe par un meilleur accès aux traitements non pharmacologiques. Le recours plus fréquent à la thérapie cognitivo-comportementale ou à la physiothérapie permettrait par exemple de diminuer le recours aux psychotropes, tels les somnifères, les anxiolytiques ou les antidouleurs.

« On doit garder en tête que les médicaments sont souvent utilisés pour de bonnes raisons, mais parfois aussi pour de moins bonnes raisons », soutient M<sup>me</sup> Gagnon.

INSTITUT CANADIEN DE LA RETRAITE ET DES AVANTAGES SOCIAUX

# FORUM 2024

## CE QUI COMPTE VRAIMENT

10 AU 12 JUIN, 2024 | FAIRMONT CHÂTEAU LAURIER, OTTAWA, ON

La conférence nationale de l'Institut Canadien de la Retraite et des Avantages sociaux, FORUM 2024 aura lieu du 10 au 12 juin à l'hôtel Fairmont Château Laurier à Ottawa (Ontario).

Le FORUM de l'ICRA est votre destination pour apprendre, s'inspirer et réseauter avec des pairs de partout au Canada.

- Choisissez parmi **PLUS DE 25 SÉANCES** axées sur les sujets d'actualité en matière d'avantages sociaux, de la retraite et d'investissement, et adaptez votre formation à vos préférences et à vos objectifs d'apprentissage.
- Participez à des **ATELIERS INTERACTIFS** réservés aux promoteurs de régimes !
- Participez à des **TABLES RONDES** pour apprendre et partager les meilleures pratiques.
- Attendez-vous à un **PROGRAMME SOCIAL** haut en couleur, dès le 9 juin, pour échanger avec vos pairs et élargir votre réseau.

#### CONFÉRENCIERS D'HONNEUR



KATE MADDEN



CHEF CLARENCE LOUIE

L'ICRA REMERCE TOUS SES PARTENAIRES 2024

PLATINE

Desjardins Assurances, Johnston group, Pfizer, Services aux investisseurs RBC, Sun Life

OR

CIBC MELLON

ARGENT

CROIX BLEUE, CWB Canadian Western Bank, MÉDICAMENT NOVATEURS CANADA, Manuvie, Waywanesa Life

BRONZE

Hillcrest, LINEA SOLUTIONS, NORTHERN TRUST

SUPPORTER

BURGUNDY

MEDIA

BENEFITS AND PENSIONS MONITOR, Avantages



► POUR LE PROGRAMME COMPLET ET POUR S'INSCRIRE | [WWW.CPBI-ICRA.CA](http://WWW.CPBI-ICRA.CA)

# CONNECTÉS, MAIS SEULS

PAR FRÉDÉRIQUE DAVID

***Espace fondamental d'interaction sociale, le milieu de travail a subi de grandes mutations qui ont contribué à accroître l'isolement. Les employeurs devront tout mettre en œuvre pour déjouer cette carence relationnelle.***

**P**lus connectés que jamais, les travailleurs partagent constamment photos, vidéos, messages, emojis, cafés virtuels et *brainstorming* en ligne via les multiples plateformes d'échange et de discussions de ce monde. Pourtant, l'isolement social guette de nombreux travailleurs, qu'ils soient en ligne ou au bureau. Qu'est-ce qui favorise cet isolement et quelles en sont les conséquences sur les employés et les organisations ?

### Une carence relationnelle

Abordé dans les années 1980, l'isolement social en milieu de travail a donné lieu à de nombreuses définitions soulignant une carence de relations interpersonnelles satisfaisantes. «Malgré les disparités dans les définitions, il existe des similitudes entre elles, telles que le manque de soutien des pairs, des superviseurs ou de l'organisation, ainsi que le manque d'interactions informelles, sociales et émotionnelles», indique Kelly Ouellet, doctorante en psychologie organisationnelle et consultante en santé organisationnelle à Brio RH.

L'isolement social est un mal qui ne guette pas uniquement les personnes qui travaillent en solo. «On peut faire partie d'un groupe mais s'en sentir exclu», précise Julie Carignan, psychologue organisationnelle et associée à Humance.

Bien qu'il préoccupe de plus en plus les gestionnaires en raison des profondes mutations dans le monde du travail qui en augmentent la fréquence, l'isolement social souffre d'un manque de données. «La transition massive vers le télétravail due à la pandémie a exacerbé cette problématique, mentionne Kelly Ouellet. Des enquêtes telles que celle menée par Statistique Canada en 2021 ont révélé qu'environ un employé sur cinq attribue une baisse de productivité au manque d'interaction avec ses collègues, illustrant ainsi l'impact significatif de l'isolement social sur le bien-être et la performance des travailleurs.»

Julie Carignan croit aussi que l'omniprésence du télétravail a accentué le problème. «Une des raisons qui incitent certaines personnes à revenir au bureau est la réduction des risques d'isolement social grâce à ces moments informels de discussions dans les corridors où on tisse des liens et on crée un sentiment d'appartenance, dit-elle. Bien que le télétravail puisse offrir des possibilités de connexion virtuelle, il peut ne pas toujours remplacer efficacement les interactions en personne et les opportunités sociales présentes dans un environnement de travail traditionnel», renchérit Kelly Ouellet.

Mais le télétravail ne cause pas automatiquement de l'isolement social, précisent les experts. «Si on est bien outillé et qu'on aime ça, ce n'est pas nécessairement un facteur de risque. Il y a moyen d'avoir de très belles collaborations en télétravail», mentionne Caroline Biron, professeure titulaire à la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval et directrice du Centre d'expertise en gestion de la santé et de la sécurité du travail.

### Des causes physiques, sociales et structurelles

Outre le télétravail, qui est un facteur de risque physique, l'isolement social en milieu de travail peut être causé par l'organisation du travail. «La volatilité des travailleurs, le changement fréquent de structure ou de gestionnaire peuvent affecter le sentiment d'appartenance à un groupe, ce qui favorise l'isolement social, indique Julie Carignan. De plus, certaines organisations n'ont pas mis en place les canaux de communication et les mécanismes de collaboration nécessaires au développement du sentiment d'appartenance.»

Les causes de l'isolement peuvent également être sociales ou psychologiques. «Il y a des enjeux d'équité, de diversité et d'inclusion, mentionne Julie Carignan. L'isolement social peut être créé par de l'exclusion par les pairs. Il arrive aussi que des gens s'auto-isolent en faisant des choix, comme le télétravail pour faciliter l'organisation familiale, sans en mesurer l'impact sur l'appartenance au groupe.»

« Une des raisons qui incitent certaines personnes à revenir au bureau est la réduction des risques d'isolement social grâce à ces moments informels de discussions dans les corridors où on tisse des liens et on crée un sentiment d'appartenance. »

- Julie Carignan, Humance

«L'humain est un être social, rappelle Julie Carignan. Le besoin d'appartenance à un groupe est fondamental. Avoir un objectif commun avec des gens, avoir envie de réussir ensemble, avoir envie de soutenir l'autre quand il vit des moments difficiles et d'être soutenu en retour, cela nourrit le sentiment d'appartenance et la motivation.»

L'isolement social au travail est associé à une multitude de conséquences néfastes, sur le plan affectif, comportemental et professionnel : épuisement, désengagement, stress, etc. «Ces résultats soulignent l'importance de prendre en compte l'isolement social au travail en raison de ses implications notables sur la santé mentale, l'engagement et la performance des employés», indique Kelly Ouellet.

L'isolement social a des conséquences sur la santé mentale, mais l'inverse est également observé, précise Caroline Biron. «Les personnes qui se sentent déprimées ou qui sont absentes

pendant une longue période vont aussi se sentir plus isolées», explique-t-elle.

Ces conséquences ont forcément des répercussions sur la performance globale et le fonctionnement organisationnel, comme la collaboration, l'innovation et l'esprit d'équipe. «Il est donc essentiel d'investir dans la prévention et le maintien du bien-être des employés, en favorisant un environnement de travail propice aux échanges, en encourageant les interactions sociales et en renforçant le sentiment de proximité entre les collègues», insiste Kelly Ouellet.

### Des employés plus à risque ?

«Le besoin d'appartenir à un groupe et de socialiser varie d'un individu à un autre, mais il est rarement nul, précise Julie Carignan. Donc, tout le monde est à risque de souffrir d'isolement social, mais certaines personnes vont en souffrir plus que d'autres.»

Des facteurs prédisposant ont été identifiés par des chercheurs, comme les traits de personnalité, notamment une faible estime de soi et une introversion. Aussi, le niveau hiérarchique occupé dans l'organisation met certaines personnes plus à risque. «Les hauts dirigeants, les PDG ou les entrepreneurs peuvent être particulièrement susceptibles de ressentir cet isolement en raison des pressions uniques associées à leur rôle, mentionne Kelly Ouellet. La manière dont les dirigeants conçoivent le pouvoir peut influencer leur niveau de stress et leur sentiment d'isolement», ajoute-t-elle.

Julie Carignan croit néanmoins que ce sentiment de solitude traduit par l'expression anglaise «lonely at the top» tend à se dissiper. «On ne voit plus autant le leader comme étant au sommet, mais au centre, explique-t-elle. En rendant acceptable un leadership authentique, où l'on peut afficher sa vulnérabilité et montrer sa bienveillance, les carapaces du leader tout puissant sont tombées. Un leadership de proximité est venu briser l'isolement ressenti chez beaucoup de dirigeants.»

« *Il est essentiel d'investir dans la prévention et le maintien du bien-être des employés, en favorisant un environnement de travail propice aux échanges, en encourageant les interactions sociales et en renforçant le sentiment de proximité entre les collègues.* »

- Kelly Ouellet, Brio RH

Mentionnons également que le capital social d'une personne peut agir comme facteur de protection. «Un groupe d'amis, des proches qui viennent combler notre besoin de socialiser peuvent réduire l'impact de l'isolement social au travail, et vice-versa, indique Julie Carignan. Mon souhait, comme psychologue, c'est que tout le monde ait les deux parce que la sphère personnelle

bouge autant que la sphère professionnelle. À la suite d'une séparation, on peut perdre son groupe d'amis et trouver du réconfort auprès de ses collègues de travail.»

### Des solutions à géométrie variable

Nul doute qu'il n'existe pas de solution unique à mettre en place dans toutes les organisations pour contrer l'isolement social en milieu de travail. «Chaque équipe est unique et il faut prendre le pouls des besoins, insiste Julie Carignan. Renforcer le sentiment d'appartenance peut passer par des solutions différentes selon l'équipe. Il faut les trouver avec elle.»

«Le télétravail est là pour rester et les employeurs ont la responsabilité d'être bienveillants et de former les gestionnaires pour qu'ils continuent de soutenir les employés, explique Caroline Biron. Cette gestion de proximité s'applique, que l'on soit en télétravail ou au bureau.»

Entretenir les relations sociales en télétravail passe par la mise en place de conversations informelles. «Ces relations peuvent être maintenues à distance, mais cela exige plus d'efforts, indique Julie Carignan. Quand on prend une pause en télétravail, on se retrouve seul dans sa cuisine. Au bureau, on se retrouve avec d'autres collègues autour de la machine à café. En télétravail, il faut faire un effort conscient pour se bloquer un café virtuel avec des collègues, organiser des 5 à 7, avoir des moments de "comment ça va?" en ligne.»

En mode hybride, il faut à tout prix éviter que les employés se retrouvent au bureau pour s'enfermer et être en réunion virtuelle, indique Alexandre Dumouchel, directeur de compte, conseiller principal en gestion des ressources humaines chez Perreault & Associés. «Si les gens ont l'impression de sacrifier un peu de conciliation travail-vie personnelle pour se rendre à leur lieu de travail, ils s'attendent à trouver satisfaction dans les relations interpersonnelles vécues sur place, explique-t-il. Les modèles qui ont le plus de succès sont ceux qui parviennent à donner du sens aux journées au bureau. Il faut structurer les journées en présence autour de moments clés ou de rencontres qui misent sur une forte collaboration, comme des rencontres de *brainstorming*.»

Seulement **47 %** des employés américains vivant de l'isolement estiment être capable de travailler efficacement

**42 %** des employés souffrant de solitude se sentent souvent « mentalement ailleurs » au travail, contre seulement

**18 %** des travailleurs qui ne souffrent pas de solitude

**19 %** des employés souffrant de solitude ont indiqué que leur santé mentale ou émotionnelle avait déjà « extrêmement » perturbé leur travail

Les travailleurs se sentant isolés sont

**3x** plus susceptibles d'être insatisfaits de leur emploi

Source : Cigna

**68%**

des employés qui travaillent en présentiel se sentent plus près de leur organisation que ceux qui travaillent à distance, ou même selon un mode de travail hybride

**66%**

des Canadiens se disent à l'aise d'avoir moins d'interactions sociales qu'avant la pandémie

Source: Telus Santé

L'offre de rémunération globale peut aussi contribuer à réduire l'isolement social. « Les comptes de mieux-être permettant le remboursement d'activités sportives, de cours de nutrition ou de méditation peuvent aider à briser l'isolement, indique Alexandre Dumouchel, tout comme l'accès à des programmes d'aide aux employés ou à des services de soins de santé virtuels. »

La création de comités de bien-être au sein des organisations peut également être une option efficace pour combattre l'isolement social, croit Kelly Ouellet.

« Impliquer les employés dans la recherche de solutions permet de les mobiliser davantage », indique-t-elle.

Julie Carignan ajoute qu'il faut distinguer ce que les gens veulent de ce dont ils ont besoin. « L'être humain est un être d'habitude et on a perdu l'habitude, pendant la pandémie, de se déplacer pour aller travailler, dit-elle. C'est difficile de changer d'habitude, de faire l'effort de sortir, de laisser nos animaux seuls à la maison. »

Cependant, ce n'est pas parce que ce n'est pas ce que les gens veulent que ce n'est pas ce dont ils ont besoin, croit-elle. « Il faut trouver le juste équilibre, précise la psychologue organisationnelle. Si les employeurs se mettent à imposer un retour au bureau, ils vont avoir un taux de

« Si les gens ont l'impression de sacrifier un peu de conciliation travail-vie personnelle pour se rendre à leur lieu de travail, ils s'attendent à trouver satisfaction dans les relations interpersonnelles vécues sur place. »

- Alexandre Dumouchel, Perreault & Associés

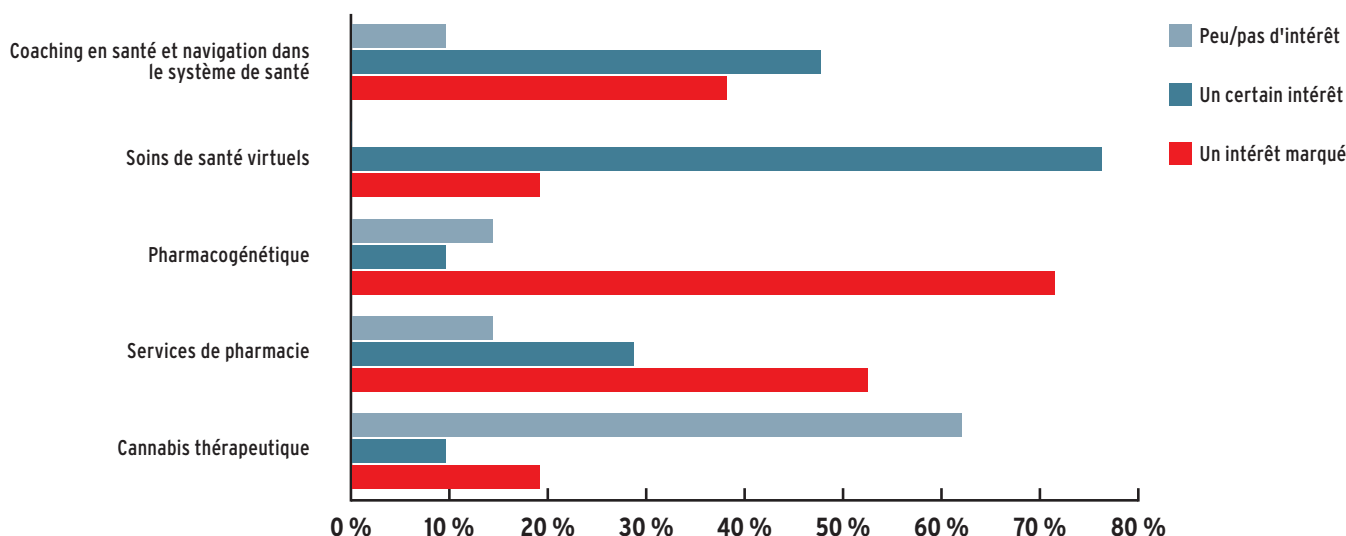
roulement élevé. Il faut responsabiliser les équipes et être à l'écoute, prendre le pouls, trouver les moyens de concilier le besoin de flexibilité et le besoin de maintenir un sentiment d'appartenance. »

**EN TANT QU'ASSUREUR, AVEZ-VOUS LANCÉ DE NOUVELLES PROTECTIONS DANS LES DOMAINES SUIVANTS CETTE ANNÉE ?**

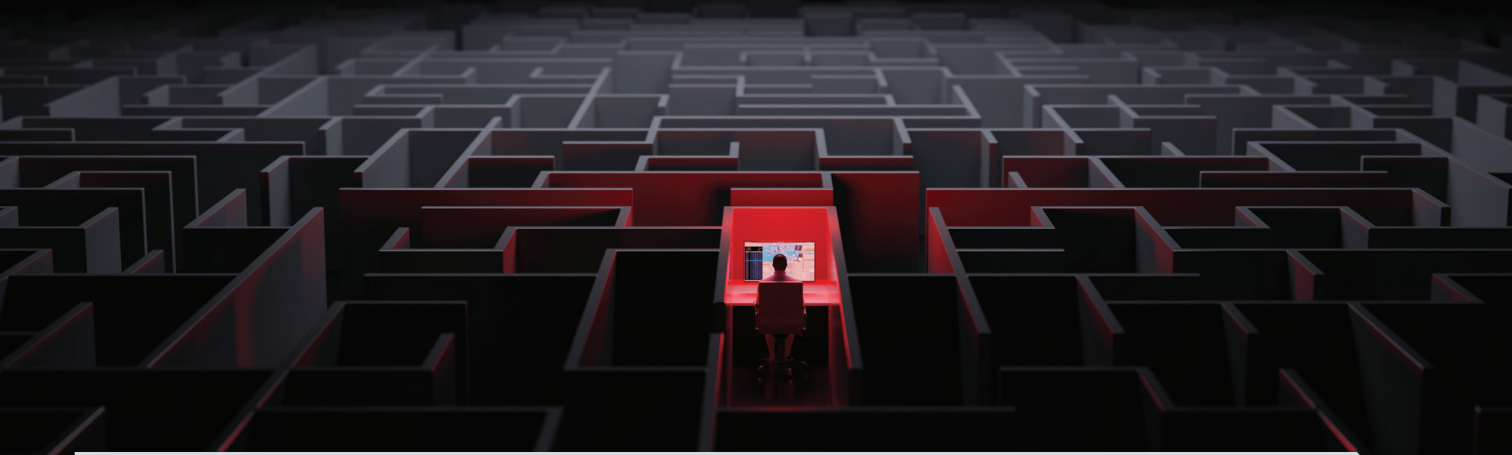
Soins de santé virtuels	42,9%
Coaching en santé et navigation dans le système de santé	33,3%
Services de pharmacie	23,8%
Pharmacogénétique	14,3%
Cannabis thérapeutique	4,8%

Source: Sondage 2024 sur les fournisseurs d'assurance collective de Canadian Institutional Investment Network/Avantages

**DE VOTRE POINT DE VUE D'ASSUREUR, QUEL EST L'INTÉRÊT DES PROMOTEURS DE RÉGIME POUR LES PROTECTIONS ET SERVICES SUIVANTS ?**



Source: Sondage 2024 sur les fournisseurs d'assurance collective de Canadian Institutional Investment Network/Avantages



## TOP 20 | FOURNISSEURS D'ASSURANCE COLLECTIVE

PRIMES ASSURÉES ET DÉPÔTS NON ASSURÉS (M\$) EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2023

Assureur	2023	2022	Variation
1   Sun Life	12 694,0\$	12 571,0\$	1,0 %
2   Canada Vie	12 525,4\$	11 373,6\$	10,1 %
3   Manuvie	11 604,1\$	10 316,5\$	12,5 %
4   Desjardins Assurances	3 796,5\$	3 426,4\$	10,8 %
5   Beneva	3 627,5\$	3 341,6\$	8,6 %
6   Green Shield*	3 142,5\$	2 754,9\$	14,1 %
7   Croix Bleue Medavie	2 549,8\$	2 248,0\$	13,4 %
8   Croix Bleue du Pacifique	1 911,6\$	1 718,0\$	11,3 %
9   iA Groupe financier*	1 665,0\$	1 597,4\$	4,2 %
10   Croix Bleue de l'Alberta	1 542,8\$	1 421,5\$	8,5 %
11   Empire Vie*	706,1\$	667,3\$	5,8 %
12   Assurance vie Équitable du Canada	665,3\$	590,6\$	12,7 %
13   RBC Assurances	578,7\$	487,4\$	18,7 %
14   Co-operators	416,7\$	375,1\$	11,1 %
15   Croix Bleue du Manitoba	397,9\$	353,6\$	12,5 %
16   Wawanesa Vie	141,0\$	105,0\$	34,3 %
17   Croix Bleue de la Saskatchewan	137,3\$	132,4\$	3,7 %
18   UV Assurance	124,1\$	109,6\$	13,3 %
19   Chubb Canada	122,5\$	119,9\$	2,2 %
20   Assomption Vie	84,5\$	86,3\$	-2,0 %
<b>Total du Top 20</b>	<b>58 433,2\$</b>	<b>53 796,0\$</b>	<b>8,6 %</b>

**Notes :** Les données sont basées sur les réponses fournies par les répondants au sondage. *Avantages* n'assume aucune responsabilité quant à la fiabilité des données. Les totaux peuvent varier en raison des arrondis.

\* Les données de 2022 ont été révisées.

Source : Sondage 2024 sur les fournisseurs d'assurance collective de Canadian Institutional Investment Network/*Avantages*

## TOP 10 | FOURNISSEURS D'ASSURANCE SOINS DE SANTÉ

PRIMES ASSURÉES (M\$) EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2023

Assureur	2023	2022	Variation
1   Canada Vie	6 213,8\$	6 355,6\$	-2,2 %
2   Sun Life	5 915,0\$	5 702,0\$	3,7 %
3   Manuvie	5 783,7\$	5 031,4\$	15,0 %
4   Beneva	3 257,0\$	2 984,2\$	9,1 %
5   Desjardins Assurances	3 087,7\$	2 811,9\$	9,8 %
6   iA Groupe financier	1 274,4\$	1 110,6\$	14,7 %
7   Croix Bleue Medavie	1 255,8\$	1 121,5\$	12,0 %
8   Green Shield*	743,1\$	651,1\$	14,1 %
9   Empire Vie	592,2\$	558,5\$	6,0 %
10   RBC Assurances	462,5\$	389,0\$	18,9 %
<b>Total du Top 10</b>	<b>28 585,1\$</b>	<b>26 715,9\$</b>	<b>7,0 %</b>
<b>Total du Top 20</b>	<b>30 470,8\$</b>	<b>28 428,2\$</b>	<b>7,2 %</b>

\* Les données de 2022 ont été révisées.

## TOP 10 | FOURNISSEURS D'ASSURANCE VIE COLLECTIVE

PRIMES ASSURÉES (M\$) EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2023

Assureur	2023	2022	Variation
1   Manuvie	977,4\$	931,1\$	5,0 %
2   Canada Vie	904,2\$	882,0\$	2,5 %
3   Sun Life	774,0\$	707,0\$	9,5 %
4   Desjardins Assurances	269,6\$	248,3\$	8,6 %
5   Beneva	252,7\$	245,4\$	3,0 %
6   iA Groupe financier	149,7\$	146,6\$	2,1 %
7   Croix Bleue Medavie	147,7\$	136,4\$	8,3 %
8   RBC Assurances	79,2\$	70,1\$	13,0 %
9   Empire Vie	54,2\$	56,7\$	-4,3 %
10   Assurance vie Équitable du Canada	50,2\$	46,2\$	8,7 %
<b>Total du Top 10</b>	<b>3 659,0\$</b>	<b>3 469,7\$</b>	<b>5,5 %</b>
<b>Total du Top 20</b>	<b>3 820,6\$</b>	<b>3 621,2\$</b>	<b>5,5 %</b>

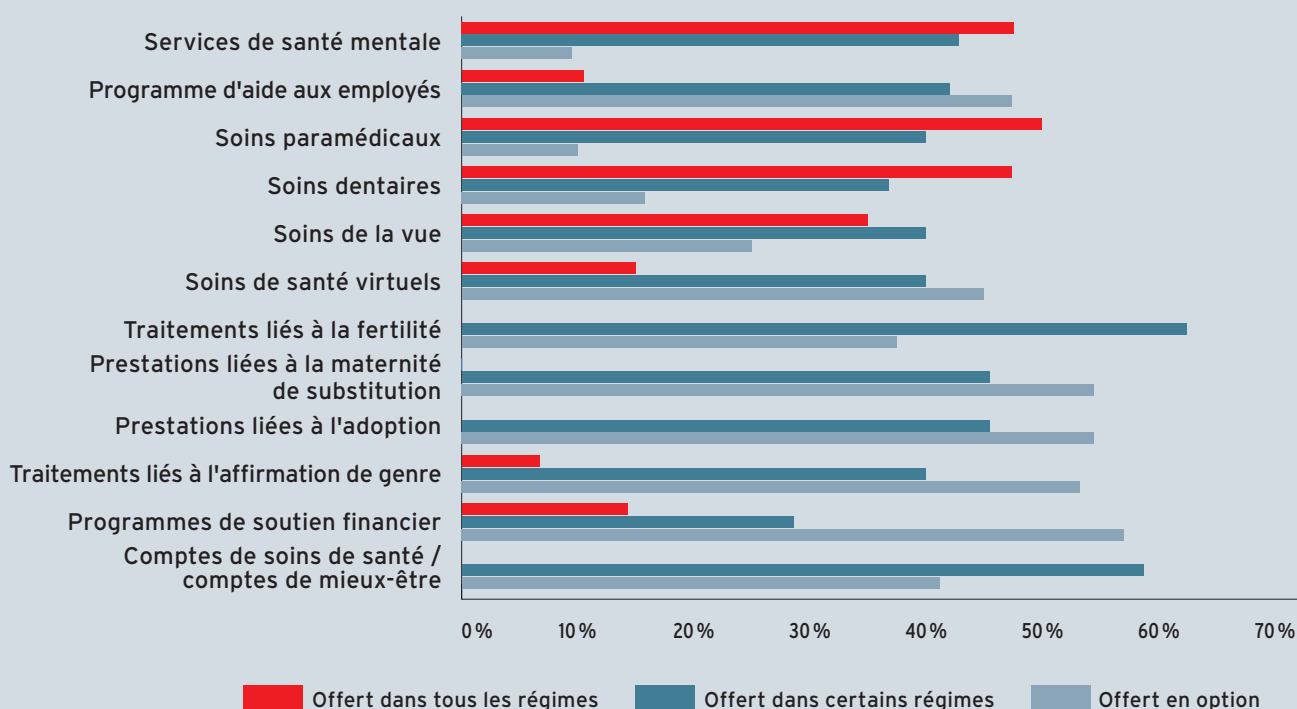
## TOP 10 | FOURNISSEURS DE SERVICES ADMINISTRATIFS SEULEMENT

DÉPÔTS NON ASSURÉS (M\$) EN DATE DU 31 DÉCEMBRE 2023

Assureur	2023	2022	Variation
1   Sun Life	6 005,0\$	6 162,0\$	-2,5 %
2   Canada Vie	5 407,4\$	4 136,0\$	30,7 %
3   Manuvie	4 843,0\$	4 354,0\$	11,2 %
4   Green Shield*	2 399,4\$	2 103,8\$	14,1 %
5   Croix Bleue du Pacifique	1 530,9\$	1 361,1\$	12,5 %
6   Croix Bleue de l'Alberta	1 285,0\$	1 190,9\$	7,9 %
7   Croix Bleue Medavie	1 146,3\$	990,1\$	15,8 %
8   Desjardins Assurances	439,2\$	366,2\$	19,9 %
9   Croix Bleue du Manitoba	272,9\$	232,2\$	17,5 %
10   iA Groupe financier*	240,9\$	340,2\$	-29,2 %
<b>Total du Top 10</b>	<b>23 570,0\$</b>	<b>21 236,5\$</b>	<b>11,0 %</b>
<b>Total du Top 20</b>	<b>24 141,8\$</b>	<b>21 746,6\$</b>	<b>11,0 %</b>

\* Les données de 2022 ont été révisées.

## En tant qu'assureur, lesquels des services suivants offrez-vous à vos clients en assurance collective ?



## FRÉDÉRIC BELHUMEUR

Directeur, ventes  
institutionnelles, Canada à  
MFS Gestion de placements



# Occasion générationnelle dans les titres à revenu fixe

**R**étrospectivement, la dernière décennie a posé des défis considérables aux titres à revenu fixe. Des compromis structurels se sont invités dans les portefeuilles, tels que sacrifier la liquidité ou accepter différents types de risques pour obtenir des taux d'intérêt nominal à peine acceptables. Cependant, nous pensons aujourd'hui que cette période sombre est enfin terminée.

Les taux des titres à revenu fixe mondiaux sont revenus à des niveaux historiquement attrayants. En fait, après une période marquée par le recours accru à des sources de rendement courant non traditionnelles, de nombreux investisseurs explorent le potentiel de croissance négligé et les avantages de la diversification des marchés de la dette publique.

Malgré l'amélioration du contexte pour les titres à revenu fixe, l'incertitude et la volatilité demeurent grandes. Les banques centrales mondiales sont à des stades différents de leur cycle de politique monétaire et, étant donné que la croissance varie selon les régions et les secteurs, nous avons observé plusieurs perturbations sur les marchés.

Ces conditions variables entraînent généralement une plus grande dispersion des rendements au sein d'un marché et entre les marchés. Ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose, en particulier pour les gestionnaires actifs qui peuvent découvrir des occasions de valeur relative afin d'offrir un avantage sur le plan du rendement dans ce contexte de marché difficile. La valeur relative, la diversification géographique, la répartition de l'actif et la répartition sectorielle, et enfin et surtout, la sélection des titres de créance, qui s'appuie sur un processus de recherche rigoureux, sont les leviers qu'un gestionnaire actif utilise habituellement pour tenter de générer de l'alpha. Dans l'ensemble, même si nous sommes optimistes à l'égard des titres de créance, il sera essentiel d'être sélectif.

### Les conséquences du rééquilibrage des taux

Les cycles de taux d'intérêt évoluent à des rythmes différents selon l'économie locale, et la dispersion des écarts de taux crée davantage d'occasions liées à l'évaluation relative. De plus, même si les taux d'intérêt augmentaient, les taux élevés d'aujourd'hui offrent une protection intéressante

contre les baisses de prix. Autrement dit, les seuils de rentabilité sont attrayants. Le seuil de rentabilité correspond à la hausse des taux d'intérêt nécessaire pour que le revenu d'intérêt d'un an soit contrebalancé et que le rendement total soit égal à 0%.

La récente corrélation positive entre les obligations et les actions a semé le doute sur la diversification des portefeuilles, mais nous croyons qu'il s'agit d'un phénomène temporaire. La corrélation entre les obligations et les actions devrait diminuer à mesure que les conditions du marché se normaliseront.

Les taux actuels, qui découlent d'un resserrement monétaire douloureux, se situent à des niveaux historiquement intéressants, ce qui signifie qu'il n'est plus nécessaire de faire des compromis en matière de risque et de liquidité pour obtenir des taux plus élevés. De ce fait, les investisseurs qui cherchent à réduire le risque devraient être convaincus que le taux d'une obligation représente une part importante de son rendement.

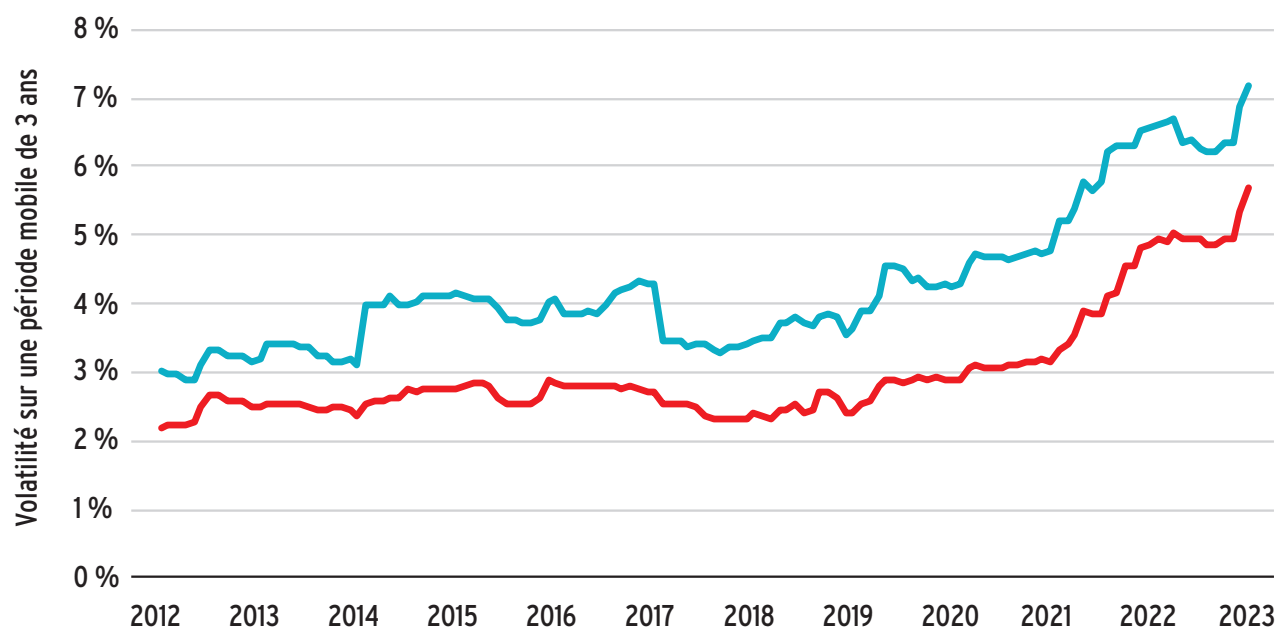
Les taux d'entrée actuels laissent entrevoir un potentiel de rendement appréciable. Même si les rendements élevés des liquidités ont incité les investisseurs à les conserver au cours de l'année écoulée, nos recherches ont montré que les obligations à long terme ont affiché de solides rendements lorsque les banques centrales ont terminé leur cycle de resserrement.

### Arguments en faveur des obligations mondiales

À l'heure actuelle, la trajectoire des taux directeurs à l'échelle mondiale est moins synchronisée qu'elle ne l'a été récemment, ce qui offre aux investisseurs l'occasion d'affecter des capitaux aux marchés plus avancés dans leurs cycles de taux d'intérêt. Lorsqu'on examine les marchés mondiaux, on constate que les courbes de taux ont des formes différentes. Les investisseurs en titres à revenu fixe peuvent avoir l'occasion de profiter de ces niveaux d'évaluation générationnels.

Du côté de la croissance, les paramètres fondamentaux comme la qualité du crédit varient également d'un marché mondial à l'autre, et certains ont plus de potentiel compte tenu de leur conjoncture économique. Les investisseurs canadiens peuvent profiter de taux attrayants par rapport

ÉCART-TYPE ENTRE L'INDICE BLOOMBERG GLOBAL AGGREGATE ET L'INDICE DES OBLIGATIONS UNIVERSELLES FTSE CANADA



Sources : Bloomberg et FTSE

— Indice Bloomberg Global Aggregate — Indice des obligations

aux taux locaux, selon les secteurs, et d'éventuelles réductions de taux à mesure que le cycle économique progresse dans d'autres marchés.

L'indice Bloomberg Global Aggregate est couramment utilisé pour comprendre le marché mondial des titres à revenu fixe. Limité aux émissions de catégorie investissement, cet indice est moins volatil (voir le graphique) que ce à quoi beaucoup s'attendent, surtout si on le compare au marché obligataire canadien.

De plus, les caractéristiques de l'indice Bloomberg Global Aggregate diffèrent également de celles de l'univers canadien à d'autres égards, ce qui pourrait offrir des avantages sur le plan de la diversification, en raison du chevauchement limité des marchés obligataires canadiens (3%) et des répartitions différenciées de la qualité et des secteurs.

Nous croyons que le contexte actuel pour les titres à revenu fixe mondiaux offre une occasion non négligeable d'accroître le revenu et de rehausser la gestion du risque de baisse. Vu les taux attractifs et la faible volatilité, nous sommes d'avis que le potentiel de risque-rendement d'une position en obligations mondiales est très intéressant pour les investisseurs canadiens. Si les économies se redressent et que les taux directeurs diminuent, nous croyons que les titres à revenu fixe mondiaux devraient contribuer au rendement et jouer leur rôle dans la construction de portefeuille.

**Des occasions pour les caisses de retraite**

Les régimes à prestations déterminées (PD) peuvent profiter d'une pondération en obligations mondiales. Un meilleur niveau de capitalisation et une durée plus courte du passif peuvent permettre aux régimes de retraite américains de couvrir une plus grande part du passif au moyen d'obligations physiques, ce qui réduit la dépendance à l'égard des produits dérivés. Les obligations mondiales offrent à ces régimes la possibilité de diversifier leur exposition aux titres à revenu fixe sans perturber le profil de durée des stratégies types d'investissement guidé par le passif. Même si la dynamique des régimes PD canadiens se distingue à certains égards de celle de leurs homologues américains, nous pensons que les obligations mondiales pourraient être un domaine à explorer pour les régimes PD de ce côté-ci de la frontière.

Dans un monde où le capital doit être réparti de façon responsable, l'avantage d'une exposition aux titres à revenu fixe mondiaux devient évident pour les investisseurs à long terme. Les rendements intéressants, les conditions de crédit favorables et les mesures d'assouplissement prévues par les banques centrales soulignent la nécessité d'une recherche mondiale intégrée robuste pour repérer des régions et des secteurs attractifs et découvrir des occasions de valeur relative durant ce changement générationnel du monde des placements.

# LE SYSTÈME DE RETRAITE, CET ÉTERNEL INCOMPRIS

PAR PIERRE-LUC TRUDEL

**Les régimes de retraite à cotisation déterminée (CD) exigent des participants qu'ils prennent une multitude de décisions pour s'assurer un avenir financier confortable. Or, le niveau de littératie financière des Canadiens est si faible qu'il leur est difficile d'évoluer avec confiance dans un environnement économique de plus en plus complexe.**



Depuis 2019, l'Institut sur la retraite et l'épargne de HEC Montréal évalue le niveau de préparation à la retraite des Canadiens en fonction de leur connaissance des particularités du système de retraite à trois piliers. Deux principaux constats s'imposent à la lecture des résultats de la cinquième édition de l'Indice IRE, publiée en 2023 : le niveau de littératie financière au pays demeure très faible, et il ne semble pas vouloir s'améliorer.

« En moyenne, les participants ont obtenu une note globale de 36,6% », a indiqué Philippe d'Astous, professeur et directeur du Laboratoire en éducation financière à HEC Montréal lors de la dernière édition du Colloque CD d'Avantages. « On ne cherche pas nécessairement à obtenir un résultat de 100%, mais il s'agit d'une note très basse. Et on ne remarque pas de progression depuis la première édition de l'étude. »

Dans le cadre de la cinquième édition de l'Indice IRE, environ 3000 Canadiens âgés de 35 à 54 ans, donc dans la phase d'accumulation, ont répondu à 38 questions portant sur six aspects différents du système de retraite canadien. « On veut connaître où sont les lacunes pour sensibiliser correctement la population », explique Philippe d'Astous.

Les six premières questions portent sur des notions financières générales, comme l'inflation, les taux d'intérêt et les intérêts composés. Il s'agit de la section où le taux de réussite a été le plus élevé, avec une note moyenne de 63%.

« Les gens comprennent assez bien les notions de pouvoir d'achat et d'intérêts composés, avec des scores de respectivement 68% et 80%, souligne M. d'Astous. Par contre, seulement 23% des répondants ont eu la bonne réponse à la question portant sur la relation entre les taux d'intérêt et la valeur des obligations. »

La section suivante du test, sur le REER et le CELI, a donné un peu plus de fil à retordre aux répondants, qui ont obtenu une note moyenne de 42%. « Les notions de cotisations et de retraits commencent à être mieux comprises, avec des notes de 52% et 59% respectivement », mentionne Philippe d'Astous.

D'autres aspects demeurent toutefois plus flous. « La plupart des gens croient qu'il y a une pénalité lorsqu'on retire des sommes du REER avant la retraite [15% de succès], alors qu'il ne s'agit en fait que d'imposition. En outre, 38% des participants ne sont pas au courant de l'âge maximal pour retirer les sommes d'un REER. »

Mauvaise nouvelle pour les employeurs, la plupart des répondants ont essuyé un échec cuisant à la section du test portant sur les régimes de retraite privés. La note globale de 25 % est la plus basse du test, une tendance qui se maintient depuis la première édition de l'étude.

« La majorité des Canadiens ne connaissent pas la différence entre un régime à prestations déterminées et un régime à cotisation déterminée. Il y a beaucoup de travail à faire! », admet Philippe d'Astous.

Le chercheur tempère toutefois un peu ces résultats en expliquant que les notes obtenues par les répondants qui participent à un régime PD ou CD dans le cadre de leur emploi étaient plus élevées que la moyenne (entre 30 et 40 %).

« Par la force des choses, les gens qui sont confrontés à l'utilisation d'un produit deviennent plus familiarisés et comprennent mieux son fonctionnement, explique-t-il. Par contre, les nouveaux employés qui se joignent à une organisation ne comprennent probablement pas très bien le régime qui leur est offert, et ne réalisent donc pas l'avantage qu'il représente pour eux. On voit que ces régimes ne sont sans doute pas assez valorisés. »

Avec une note moyenne de 42 %, la compréhension du Régime de rentes du Québec et du Régime de pensions du Canada est un peu meilleure, mais demeure minimale.

« Seulement 30 % des gens comprennent que les prestations reçues à la retraite dépendent des cotisations versées durant les années de travail, déplore Philippe d'Astous. La pénalité est plutôt bien comprise (65 %), mais pas la bonification liée au report de la rente (32,8 %). On constate par ailleurs que les Québécois ignorent qu'ils peuvent travailler tout en touchant leur RRQ (24 %). Il s'agit pourtant d'un aspect important dans un contexte où l'on tente de convaincre les gens de travailler plus longtemps ou de revenir sur le marché de l'emploi à la retraite. »

Finalement, les Canadiens ont bien du mal à saisir le fonctionnement du premier palier du système de retraite, soit la pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Les répondants ont obtenu un faible 30 % pour cette section du test.

### Atouts et limites de l'éducation financière

L'analyse des résultats globaux de l'Indice IRE permet de dégager certaines grandes tendances. Dans l'ensemble, les individus plus âgés comprennent mieux le système de retraite canadien. « C'est normal. Plus on s'approche de la retraite, plus on est face à des choix et plus cela devient important dans nos vies », note M. d'Astous. La prochaine édition de l'indice sondera d'ailleurs les Canadiens âgés de 55 à 65 ans.

Le niveau de scolarité est également lié à la littératie financière, les universitaires ayant obtenu les meilleurs résultats au test. Le revenu familial est un autre facteur déterminant, tandis que l'écart entre les hommes et les femmes persiste en matière de littératie financière.

Philippe d'Astous concède qu'il n'est pas simple de s'approprier toutes les connaissances liées aux différentes composantes du système de retraite canadien. La question se pose : l'éducation financière peut-elle donner des résultats ?



« La majorité des Canadiens ne connaissent pas la différence entre un régime à prestations déterminées et un régime à cotisation déterminée. Il y a beaucoup de travail à faire! »

- Philippe d'Astous, HEC Montréal

« Nous avons réalisé une enquête sur le REER et le CELI il y a deux ans au cours de laquelle on a offert de l'éducation financière à la population canadienne par le biais d'une vidéo très simple. La bonne nouvelle, c'est qu'on a été capable d'augmenter les résultats au test de façon considérable », mentionne M. d'Astous.

Autre bonne nouvelle, les individus qui possèdent des notions financières de base comprennent mieux les spécificités du système de retraite. « Les répondants qui ont le mieux performé dans les six premières questions du test portant sur les connaissances financières générales ont obtenu une note globale 18 % plus élevée que la moyenne, précise-t-il. C'est encourageant de constater que si on travaille sur la littératie financière générale, on peut en venir à une meilleure littératie du système de retraite canadien. »

L'éducation financière comporte toutefois ses limites, notamment lorsqu'il est question de notions plus complexes et techniques. « On ne doit pas oublier que l'éducation financière a tout de même un coût, prévient le chercheur. À la limite, il faudrait faire une analyse coût-bénéfice de l'éducation financière. À un certain point, c'est probablement préférable pour les gens d'aller voir un planificateur financier et d'être accompagnés pour certains enjeux. Ce n'est pas pour rien qu'il y a plusieurs choix par défaut dans les régimes de retraite offerts par les employeurs. »

Malgré tout, Philippe d'Astous continue de croire aux vertus de la littératie financière. « L'éducation financière fonctionne, mais ce que les études montrent, c'est qu'elle doit être bien ciblée, bien conçue et être donnée au bon moment pour atteindre sa cible. Pourquoi pas lorsque les travailleurs adhèrent à un régime de retraite d'employeur, par exemple ? »

### NOTES MOYENNES OBTENUES PAR LES PARTICIPANTS DANS LES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TEST

Notions financières générales	63 %
REER/CELI	42 %
Régimes d'employeurs	25 %
RRQ/RPC	42 %
PSV/SRG	30 %

Pour lire la couverture complète du Colloque CD 2023, visitez : [bit.ly/495Dex2](https://bit.ly/495Dex2)

Canadian Investment Review, en collaboration avec la Rotman School of Management de l'Université de Toronto, a le plaisir de présenter la



**CONFÉRENCIER  
D'HONNEUR**  
**David Frum**  
journaliste,  
*The Atlantic*

# INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT 14 au 16 août 2024

Fairmont Château Laurier  
Ottawa, Ont.

*Cet événement est présenté en anglais*

Commandité par :



Commanditaire de la  
conférence d'honneur :  Lincluden

La Risk Management Conference est un événement sur invitation seulement. Les places, disponibles sur demande, sont limitées. Pour déterminer si vous êtes éligible ou pour en savoir plus sur les possibilités de commandites, veuillez contacter

Robert Martins à [robert.martins@contexgroup.ca](mailto:robert.martins@contexgroup.ca)